



# Les Européens ne desserreront pas l'étau en claironnant

Les États-Unis ont gelé l'aide à l'Ukraine et les Européens s'agitent. Donald Trump amplifie sa destruction brutale de l'ordre international policé tel que le rêvaient les mêmes Européens, et l'on voit se réveiller ceux qui, pendant trente ans, ont considéré que le fameux « parapluie américain » suffisait et que les appels à une indépendance appuyée sur des capacités militaires et industrielles relevaient des vieilles lunes « souverainistes ». Osera-t-on rappeler à tous les brillants stratèges français qui s'expriment aujourd'hui qu'ils ont – gauche et droite confondues – baissé les crédits de défense (à l'exception notable d'Emmanuel Macron) et affaibli la filière nucléaire française, avantage compétitif majeur pour nos entreprises et pilier essentiel sur lequel s'adosse, en matière de compétences et de formation, le nucléaire militaire (faute dont sont comptables Emmanuel Macron et Édouard Philippe autant que François Hollande) ? Mais au moment où le monde bascule, on ne s'appesantira pas sur le passé. L'avoir en tête peut tout au plus éviter d'être dupe des déclarations lyriques et permettre de débusquer les platitudes sous les airs pénétrés.

Comment lire ce qui se passe depuis le vendredi 28 février, depuis que Donald Trump et J.D. Vance ont violemment pris à partie Volodymyr Zelensky en assumant l'idée qu'il fallait « montrer au peuple américain » ce qui reste habituellement confiné dans les bureaux des dirigeants ? Le rapport de force à l'état brut qu'ils ont donné à voir, faut-il le rappeler, est la réalité des relations internationales telles qu'elles n'ont jamais cessé de se jouer. Le bouleversement ne se situe pas là mais dans le contrepied qu'opère Donald Trump par rapport à la posture adoptée par les démocrates américains sous l'influence de ce courant néoconservateur qui dominait le Parti républicain sous les Bush père et fils avant de passer, avec armes et bagages, du côté du Parti démocrate, notamment autour de Hillary Clinton.

**Le messianisme néoconservateur a poussé les États-Unis à déclencher des guerres**, en Irak ou ailleurs, dont l'objectif était de matérialiser la victoire des « démocraties » par le changement de régime et l'entrée des pays visés dans la sphère à la fois idéologique et économique américaine. Et puisque les néoconservateurs sont les héritiers du mouvement antitotalitaire, qu'ils ont mué en croisade occidentaliste, la Russie, même dépouillée de ses habits soviétiques, reste l'ennemi héréditaire. Cependant, ce sont bien les enjeux économiques qui permettent de comprendre les oscillations des relations russo-américaines depuis deux décennies, avec l'Europe comme terrain de jeu. Donald Trump, en mettant au centre des négociations les terres rares ukrainiennes, ne fait que dire tout haut ce que les Américains ont en ligne de mire depuis des années.

Et le revirement spectaculaire qui pourrait intervenir sur le dossier Nord Stream 2 illustre l'autre nature de ces enjeux matériels : la guerre énergétique. Les États-Unis, d'Obama à Trump, en passant par Biden, s'étaient opposés farouchement à un gazoduc qui rapprochait l'Allemagne de la Russie et permettait aux Européens de refuser le gaz de schiste américain. D'autant que Nord Stream 2 contournait le nœud ukrainien. Aujourd'hui, le *Financial Times* fait état de discussions entre les administrations Trump et Poutine pour remettre en état Nord Stream 1 et 2 et peut-être réinjecter du gaz russe en Europe, avec cette fois la bénédiction des Américains puisque le tuyau ne serait plus un élément d'indépendance vis-à-vis d'eux mais une double inféodation de l'Europe à la Russie et aux États-Unis.

**La question urgente est de se demander quels sont les "buts de guerre" que les Européens poursuivent dans leur soutien à l'Ukraine.**

**La conclusion de cette histoire, dont l'avenir proche dira si elle relève des élucubrations de conseillers de l'ombre ou d'une véritable stratégie trumpienne :** la dépendance européenne ne cessera pas à coups de proclamations solennelles. D'autant que cette dépendance militaire et énergétique est amplifiée par les choix d'une présidente de la Commission dont le premier réflexe face aux menaces de guerre commerciale a été d'assurer à Donald Trump que le Vieux Continent achèterait du gaz naturel liquéfié et des armes aux États-Unis. Quant

à l'Allemagne, qui n'a eu de cesse depuis vingt ans d'affaiblir la filière nucléaire française, elle prévoit d'investir massivement ses énormes excédents budgétaires dans un réarmement dont rien ne viendrait garantir qu'il favoriserait les industries européennes.

Il n'y aura pas d'« autonomie stratégique » européenne sans indépendance énergétique et militaire. Ce qui pour l'heure n'existe pas. Les Français, pourtant les mieux armés, dépendent des États-Unis pour des composants aussi essentiels que les catapultes électromagnétiques du porte-avions *Charles-de-Gaulle*, au point qu'il leur serait aujourd'hui impossible de s'opposer à la guerre en Irak comme ils le firent en 2003. La question urgente est donc de se demander quels sont les « buts de guerre » qu'ils poursuivent dans leur soutien à l'Ukraine, question à laquelle il n'est pas répondu depuis trois ans. S'il s'agit d'inciter l'Ukraine à refuser un cessez-le-feu, mais sans avoir derrière les moyens de compenser l'aide américaine, cela signifie condamner l'Ukraine à la défaite militaire.

Les nations européennes doivent retrouver la capacité de produire, de se défendre et de soutenir un rapport de force. Cela prendra du temps, puisque tout a été fait pour les affaiblir. Et, d'ici là, elles doivent s'imposer à la table des négociations avec comme objectifs un gel du conflit et la définition de véritables garanties de sécurité... en attendant d'être capables de résister réellement aux ingérences, aux pressions et à la guerre hybride que nous mènent les carnivores de ce monde. **Natacha Polony**